

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 334

Artikel: Questionnez, un conseiller national répondra
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028810>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Questionnez, un conseiller national répondra

Depuis plusieurs semaines, « Die Weltwoche » établit des contacts électoraux entre électeurs curieux et conseillers nationaux. Toutes les questions et toutes les réponses n'intéressent pas tous les lecteurs. Nous en avons relevé quelques-unes dans le numéro 40. A la question d'un habitant de Winterthour, qui demande si le Parti socialiste défend toujours d'une manière sérieuse la participation, le conseiller national socialiste Fred Rubi (Adelboden) démontre que l'attitude de son parti est nette et qu'il fera campagne pour l'initiative des syndicats avant le vote du 21 mars 1976.

Un lecteur lausannois pose la question « Pourquoi n'y a-t-il pas de loi fiscale unique pour toute la Suisse? Ne devrions-nous pas être tous égaux devant la loi? ». Le conseiller national socialiste Otto Stich (Dornach) répond en rappelant les propositions de l'initiative fiscale socialiste prévoyant notamment une charge minimale semblable pour les gros revenus et les grosses fortunes. Il explique ensuite qu'une uniformisation complète ne lui paraît pas raisonnable en raison des structures et des besoins différents des cantons et des communes: une partie des responsabilités doit être assumée par ces collectivités.

A NOS ABONNÉS

Suite à la mise en service d'une nouvelle poste à Lausanne, « Domaine Public » change de numéro de case postale!

Pour toute correspondance donc, une seule adresse:

« Domaine Public », case postale 2612, 1002 Lausanne Cases.

Un lecteur de Gibswil (ZH) demande si un conseiller national est prêt à reprendre la lutte contre la puissance des fonctionnaires que le conseiller fédéral Bourgknecht et le conseiller national Eibel (qui se retire) avaient entreprise. Dans sa réponse, le conseiller national Otto Fischer, radical bernois et grand patron de l'Union suisse des arts et métiers, relève que, s'il y a 32 000 fonctionnaires dans l'administration centrale, ce sont les instances politiques qui en sont responsables en fabriquant à jet continu de nouvelles lois. Il estime que la lutte contre la puissance des fonctionnaires ne peut pas être une politique constructive. A son avis, il faut lutter afin que le Conseil fédéral ne pratique plus une politique expansive tendant à tout réglementer.

— Puisque nous en sommes aux articles de la « Weltwoche », restons-y avec une note sur la publication d'un sondage particulièrement favorable pour le Parti socialiste, dans la perspective des élections nationales (un travail qui, rappelons-le, aurait été commandé par les radicaux): le parti de gauche gagnerait, selon les spécialistes consultés, 8 % des votes par rapport à 1971, pas-

sant donc de 23 % à 31 % du total des suffrages, un gain qui, selon les analystes de la « Weltwoche » lui vaudrait une députation forte de 63 personnes! De tels pronostics peuvent-ils avoir un impact sur la votation elle-même? On peut en tout cas penser que la consultation du peuple suisse s'en trouvera quelque peu dramatisée (les troupes de la droite découvriront-elles dans ces chiffres une stimulation à aller voter plus fidèlement pour leurs partis? les hésitants forceront-ils vers la droite pour éviter une rupture de « l'équilibre » en faveur du PS? la grande masse des électeurs suivra-t-elle le mouvement?). En tout état de cause, les calculs touchant au nombre de sièges socialistes paraissent un peu légers... le plus intéressant, dans les données mises à jour par l'hebdomadaire suisse-allemand, tient dans les chiffres suivants qui situent les chances des socialistes dans 16 cantons suisses. Ont donc été calculés les écarts séparant, lors des dernières élections, l'élue le moins populaire de son suivant immédiat, et les pourcents supplémentaires nécessaires pour le candidat socialiste le mieux placé pour aller à Berne:

Canton	Parti du « dernier » élu	Parti du suivant immédiat	Ecart (% des votants) entre l'élue et son suivant	Voix manquantes au socialiste pour être élu
Zürich	Soc.	Act. nat.	0,01	2,54
Saint-Gall	Ind.	Rép.	0,02	6,45
Berne	Rép.	Rad.	0,10	0,78
Tessin	Rad.	PSA	0,17	6,05
Argovie	Rad.	Soc.	0,25	0,25
Grisons	Rad.	Soc.	0,89	0,89
Genève	PDC	Vigilance	0,99	7,05
Lucerne	PDC	Ind.	1,04	7,06
Neuchâtel	Rad.	POP	1,52	15,08
Bâle-Campagne	Rad.	Act. nat.	1,57	6,53
Thurgovie	Rép.	PDC	2,62	5,37
Vaud	Rad.	Soc.	2,76	2,76
Bâle-Ville	PDC	Soc.	3,31	3,31
Fribourg	Rad.	UDC	3,67	4,80
Valais	PDC	Rad.	5,35	9,15
Soleure	Rad.	PDC	6,63	8,01